Document généré le 13 juil. 2025 22:02

Recherches sociographiques

Yves LAVERTU, *La découverte. Les déboires d'un chercheur dans le dossier d'un criminel de guerre. Récit*, Montréal, 2010, 278 p.

Yvan Lamonde

Volume 52, numéro 2, 2011

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1005702ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1005702ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)
1705-6225 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Lamonde, Y. (2011). Compte rendu de [Yves LAVERTU, *La découverte. Les déboires d'un chercheur dans le dossier d'un criminel de guerre. Récit*, Montréal, 2010, 278 p.] *Recherches sociographiques*, *52*(2), 417–419. https://doi.org/10.7202/1005702ar

Tous droits réservés © Recherches sociographiques et Université Laval, 2011

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

L'attachement aux frontières ethniques et la crainte de les voir brouillées ou diluées dans un tout pluraliste s'expliquent par une dynamique où se mêlent une mémoire historique et un sentiment présent de fragilité.

Elle conclut son analyse par une prise de position en faveur d'un engagement ferme des pouvoirs publics et de l'adoption par ces derniers d'un discours qui annoncerait explicitement la volonté de confier à l'école un rôle d'agent d'adaptation et de transformation. Cette stratégie serait préférable, selon l'auteure, à un discours feutré ou à une politique des petits pas dont le principal objectif serait d'éviter les aspects épineux du sujet. Voilà qui a le mérite de poser clairement les termes du débat : l'école, lieu de transmission, de construction... ou les deux ?

L'auteure nous livre ici le fruit de dix années d'études comparatives sur le rapport à l'altérité dans les sociétés divisées. Il s'agit d'une contribution importante au développement du champ des relations ethniques et d'un outil de référence incontournable pour les chercheurs en éducation comparée. Le cadre conceptuel introduit de nouveaux concepts (majorité fragile, en voie de majorisation, diversité profonde, nouveaux paradigmes de citoyenneté) et constitue un apport pour divers champs de recherche, notamment la sociologie de l'éducation, l'histoire, l'éthique, les droits de la personne ou la psychologie sociale.

Par ailleurs, la question du rôle de l'école publique dans la gestion de la diversité est abordée sous ses angles les plus sensibles et les plus chargés idéologiquement. À cet égard, l'ouvrage de Marie Mc Andrew fournit un éclairage aux juristes, sociologues, psychologues, politicologues, éducateurs, enfin à tout praticien ou chercheur engagé dans la réflexion et le débat sur le vivre-ensemble. Enfin, il laisse entrevoir des pistes de recherche interdisciplinaire sur les questions d'éducation et d'intégration en contexte de diversité.

Rachida Azdouz

Directrice,
Service de soutien à l'enseignement,
Université de Montréal.
rachida.azdouz@umontreal.ca

Yves Lavertu, *La découverte. Les déboires d'un chercheur dans le dossier d'un criminel de guerre. Récit*, Montréal, 2010, 278 p.

La « découverte » relatée est celle bien connue et à l'origine de l'ouvrage de Yves Lavertu, *L'affaire Bernonville. Le Québec face à Pétain et à la collaboration (1948-1951)* (1994) et, plus particulièrement, du fonds d'archives de l'historien de droite Robert Rumilly, qui avait amassé tout ce qui pouvait être recueilli sur cette affaire. Les « déboires d'un chercheur » sont de deux niveaux : les déboires de l'auteur avec trois historiens (Robert Comeau, Jean-François Nadeau et Gonzalo Arriaga) et ses déboires avec le pouvoir d'occultation de l'institution universitaire et éditoriale et de la société québécoise. Ces déboires prennent la forme de « l'aventure intellectuelle d'une vie » d'une écriture claire au vocabulaire singulièrement riche et d'un récit au style enlevé d'un journaliste-pigiste.

Plutôt que le détail des déboires de Y. Lavertu avec *des* historiens « qui orchestraient la gestion de la mémoire collective québécoise » (p. 233) sera ici privilégiée l'occultation d'une réalité historique dont ces trois historiens seraient les chefs d'orchestre exemplaires. Le bât a blessé LE découvreur de cette affaire dans l'occultation répétée de SA découverte par ces trois historiens dont la fin, selon l'auteur, justifia les moyens et qui permirent « de passer par pertes et profits les dommages collatéraux qu'aurait à subir dans cette histoire ce chômeur, ce quidam » (p. 275). Mais le bât a surtout blessé en regard de ce dont il y a eu occultation, et qui est un problème plus global de la culture québécoise.

Il faut pour comprendre cette « aventure intellectuelle » d'une vie rappeler qu'Yves Lavertu est aussi l'auteur d'une biographie, *Jean-Charles Harvey. Le combattant* (2000) et le responsable de la réédition d'un grand texte de Harvey de 1945, *La Peur* (2000).

L'occultation dont il s'agit ici est un trait récurrent de la mémoire et de la culture historique québécoise, cette propension à se détourner des face à face avec l'Histoire humaine au profit d'une préoccupation nationaliste, à « faire dévier des enjeux sur des thèmes nationalistes » (p. 36) et à instrumentaliser la mémoire au profit du maintien d'un certain type de nationalisme. Lavertu explore trois facettes de cette occultation à l'œuvre lors de l'affaire Bernonville : le fait qu'on ait reporté aux politiques d'immigration du gouvernement fédéral, qui depuis le temps d'Asselin encourageaient peu l'immigration francophone, la lenteur des procédures et l'octroi de séjour de Bernonville. Le pincement de cette corde pour faciliter l'entrée et le séjour du collaborateur obligea le fédéral à une prudence nationale au moment où il reconnaissait encore le gouvernement de Vichy et où il fallait convaincre que l'effort de guerre concernait tout autant la France que la Grande-Bretagne. Autre cas d'occultation : la conscription de 1942 et le fait que ce sont des anticonscriptionnistes qui se retrouvèrent parmi les appuis de Bernonville ; ici, c'est la même dynamique qui préside à la décision de ne pas faire sa part et de faire montre de permissivité à l'égard de « collaborateurs ». Dernière occultation visée : la lenteur avec laquelle *Le Devoir* de 1994 reconnut son passé manifestement pétainiste.

On pourrait allonger la liste pour bien faire voir la récurrence de cet habitus : le silence imposé implicitement ou explicitement sur la tradition libérale anticléricale qui menaçait le nationalisme orthodoxe, bien équilibré de religion et de langue, l'amalgame du socialisme et du communisme avec la franc-maçonnerie et avec l'antisémitisme, la déviation d'un fascisme local en un anticommunisme sans commune mesure avec la menace réelle, la reconnaissance de Pétain jusqu'à ce que bascule l'opinion en faveur de la France libre et du général de Gaulle.

On peut débattre du fait que Y. Lavertu associe André Laurendeau à une liste de pro-Bernonville qui comprend les noms de René Chaloult, Wilfrid Hamel, Camillien Houde, Camille Laurin, Denis Lazure, Jean-Marc Léger, Rosaire Morin, André Payette, Robert Rumilly et Arthur Tremblay. Ce Laurendeau qui avait écrit dans *Le Devoir* du 19 août 1949 : « Réfugié politique, le comte de Bernonville a droit parmi nous au même accueil que les réfugiés de toutes races ont reçu au Canada. Le droit d'asile reste pour nous aussi impérieux lorsqu'il s'agit d'un Français » (p. 71). Il faut retourner à l'ouvrage sur Bernonville (p. 82, 98-99) pour saisir en détail la thèse de Lavertu sur Laurendeau, mais le poignant échange d'avril et de juin 1940 dans *L'Action nationale* entre le père Paul Doncœur, le directeur de

conscience de Laurendeau au temps de son séjour d'études à Paris (1935-1937), et l'anticonscriptionniste que celui-ci devient, met clairement en évidence ce qui est en jeu : la solidarité du Canadien français à l'égard d'un maître, d'un ami, d'une France au cœur d'une relation réelle et symbolique problématique pour les Québécois. Le défi évident est moins de mener plusieurs combats de front que de les sérier et de les hiérarchiser.

Le problème que Y. Lavertu épingle, à la suite et dans l'esprit de J.-C. Harvey, est celui des liens entre le nationalisme souverainiste contemporain – à travers les noms de C. Laurin, D. Lazure, J.-M. Léger, à titre d'exemples – et le nationalisme d'alors, nationalisme traditionaliste à l'œuvre dans l'antisémitisme, dans le pétainisme et dans l'affaire Bernonville. Avec son étude sur Bernonville, Y. Lavertu espérait « contribuer à balayer les 'scories' contenues dans le nationalisme québécois » (p. 148). La question de fond est précisément celle-là : un nationalisme peut-il être démocratiquement crédible quand il survit avec de tels détournements, avec l'esquive de défis humains communs ?

Avec d'autres travaux de styles différents – l'étude décisive d'Éric Amyot, *Le Québec entre Pétain et de Gaulle : Vichy, la France libre et les Canadiens français (1940-1945)* (1999), les ouvrages discutables mais confrontants d'Esther Delisle sur l'antisémitisme canadien-français –, les études de Lavertu posent un problème méthodologique qui mériterait un colloque : quelle évaluation peut-on rétrospectivement faire de positions prises à propos de questions actuelles par des jeunes et par des informateurs immergés dans le présent et pour lesquels il est toujours difficile de savoir ce qu'ils savent et comment cette connaissance marque une conscience civique façonnée par la culture ambiante ? Ces travaux ont permis et permettent de regarder en face des angles morts de l'histoire du Québec et de comprendre que l'aveu et la reconnaissance sont plus libérateurs que toute autre démarche de détournement.

Yvan Lamonde

Historien,
Université McGill.
yvan.lamonde@mcgill.ca

Marie-Ève Surprenant, *Jeunes couples en quête d'égalité*, Montréal, Sisyphe, 2010, 115 p.

Pour Marie-Ève Surprenant, auteure de ce court ouvrage, les différentes représentations et pratiques de l'égalité chez les jeunes couples québécois interrogés pour son étude se répartissent en trois catégories. Une conception de la division sexuelle du travail basée sur le goût personnel, ce qu'elle nomme : la *complémentarité.* Ensuite, le maintien des repères identitaires traditionnels, soit la *valorisation des rôles sexuels* et puis, la capacité des couples plus instruits à repenser les relations hommes-femmes selon l'identité personnelle de chacun, rendant ainsi modifiables les rôles sexuels déjà inscrits.